



Paris, le 14 avril 2016 / 06.15 am
New York / 12.15 am

Communiqué de presse

ONU 2016 : DES MILLIERS D'APPELS A L'ECHELLE MONDIALE POUR EN FINIR AVEC LA GUERRE AUX DROGUES

Des milliers de personnalités, leaders, individus et associations à travers le monde lancent, à la veille de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les drogues (UNGASS) du 19 au 21 avril 2016 à New York, un vibrant appel pour en finir avec la guerre aux drogues. En Suisse, la Fédération des professionnels des addictions a relayé le mouvement : près de 400 personnes, dont des dizaines de personnalités, ont signé une pétition à l'intention du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon afin qu'il exhorte les gouvernements à l'abandon irrévocable d'une approche désastreuse héritée des années 70.

A quelques jours du sommet mondial sur les drogues, la société civile lance une pétition mondiale invitant le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, à mettre un terme à 50 ans de politiques drogues basées sur la répression, lui qui exhortait en 2015 les gouvernements à le faire en considérant toutes les options possibles. Partie des Etats-Unis sous l'impulsion de la Drug Policy Alliance, elle est soutenue par d'anciens présidents (Suisse : Ruth Dreifuss, Brésil : Fernando Henrique Cardoso, etc.) mais aussi des artistes (Sting, Peter Gabriel, Michael Douglas, etc.), des intellectuels, des politiques et des top managers (dont Bernard Kouchner, Sir Richard Branson, Warren Buffett). En Suisse, près de 400 personnes dont une soixantaine de personnalités parmi lesquelles Barbara Gysi, Dick Marty, Rolin Wavre, Luc Recordon ont rejoint le mouvement. Il est inadmissible que les médicaments contre la douleur ou les soins palliatifs soient encore refusés dans certains pays parce qu'ils contiennent des drogues. Il est tout aussi inconcevable que des milliers de personnes continuent de mourir par overdose ou sont infectées par le VIH ou d'autres maladies transmissibles. L'abandon de la peine de mort pour consommation ou détention de drogue fait également partie des priorités de la session. Plus de 60% des exécutions capitales à travers le monde sont encore liées à la drogue.

L'UNGASS 2016 s'intitule « Vers la réalisation des objectifs de 2019 ; un meilleur avenir pour les générations futures ». Ce sommet est le premier sur les drogues depuis 20 ans. Sa date a été avancée de trois ans à la demande de plusieurs pays d'Amérique du Sud devenus, à l'instar d'autres Etats, très critiques sur les politiques de répression inspirées des conventions onusiennes. Dans l'urgence, l'UNGASS 2016 a été convoquée afin de débattre des enseignements passés et parvenir à une meilleure adéquation entre santé publique, sanction et régulation des marchés pour la prochaine session de 2019.

Il y a près de 20 ans, l'UNGASS 1998 avait pour slogan « Un monde sans drogues, nous pouvons le faire ». En 2009, les Etats membres adoptaient un plan d'action visant à réduire les marchés des drogues. En 2011, le retentissant rapport de la Commission mondiale pour la politique des drogues, qui réunit notamment Ruth Dreifuss et Kofi Annan, constatait l'échec total des pratiques fondées sur la répression. Entretemps, plusieurs Etats ont assoupli en solo leur législation. On est encore loin d'une politique globale et concertée. Il incombe à l'UNGASS 2016 d'enclencher un mouvement irréversible vers des politiques drogues plus humaines et plus efficaces.

Contacts Presse :

Christian Andréo, AIDES

Georges Lachaze, ASUD, 06 63 08 99 84.

Nathalie Latour / Laurène Collard, Fédération Addiction, 06.12.21.07.25 / 06.15.26.35.95

Les associations françaises s'engagent en faveur de la santé et des droits humains à la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les drogues (UNGASS) du 19 au 21 avril 2016 à New York. Elle se sont constituées en [plateforme commune](#) il y a trois ans pour dialoguer avec la diplomatie française et les médias.

Tous les documents ainsi que la liste complète des signataires sont disponibles sur <http://www.federationaddiction.fr> et <http://www.drugpolicy.org>



Son Excellence
Monsieur Ban Ki-moon
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
First Avenue at 46th Street
New York, NY 10017
USA

Monsieur le Secrétaire général,

À l'occasion de la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies (SEAGNU/UNGASS) sur le problème des drogues dans le monde qui aura lieu à New-York du 19 au 21 avril 2016, nous en appelons à votre autorité afin de soutenir une réforme globale de la politique de contrôle du marché des drogues.

Le régime du contrôle des drogues qui a émergé durant le siècle dernier a eu des conséquences désastreuses sur la santé, la sécurité et les droits humains. Cette politique, axée essentiellement sur la criminalisation et la répression, a créé un vaste marché illicite qui a directement contribué à enrichir le crime organisé, à corrompre des gouvernements, à alimenter une explosion de la violence, à perturber les marchés économiques et à pervertir les valeurs morales de base.

Les gouvernements des Etats membres ont alloué des ressources disproportionnées à cette politique répressive, au lieu de les consacrer à l'amélioration de la condition humaine. Des dizaines de millions de personnes, pour la plupart vivant dans la pauvreté et issues de minorités raciales et ethniques, ont été incarcérées à cause des lois répressives sur les stupéfiants, en grande partie pour des infractions mineures et sans acte de violence lié. Ces incarcérations n'apportant que très peu de bénéfice en termes de sécurité publique. Avec ces lois prohibitionnistes, les problèmes d'infection au VIH/SIDA, d'hépatites et d'autres problèmes de santé liés à la consommation de drogues se sont rapidement développés entravant les efforts des politiques de santé publique, en particulier dans le champ de la réduction des risques.

Au 21^e siècle, l'humanité mérite mieux qu'une politique drogues aussi inefficace et contre-productive que celle du siècle précédent. Une nouvelle réponse globale à la question des drogues est nécessaire. Elle doit se fonder sur la science, la compassion, la santé et les droits humains. La répression et la justice pénale devraient se limiter à leur rôle respectif, à savoir garantir la santé et la sécurité. Ceux qui reconnaissent que l'usage des drogues est d'abord et avant tout une question de santé, doivent assumer leur rôle et promouvoir une nouvelle approche. Les efforts pour contrôler les drogues ne doivent pas faire plus de mal que de bien, ni causer plus de dommages que l'usage de drogues lui-même.

Nous sommes encouragés par des développements positifs partout dans le monde depuis la dernière session spéciale des Nations Unies en 1998. Des programmes de réduction des risques (fondés scientifiquement) pour contenir la propagation du VIH/SIDA ou d'autres infections, le traitement des addictions ou encore la réduction de la criminalité liée à la drogue sont maintenant en cours dans presque une centaine de pays.

Un nombre toujours plus important de villes, d'Etats et de gouvernements nationaux ne

considère plus l'usage et la possession de drogues comme des crimes. Certains sont en train de régulariser légalement la consommation de cannabis à des fins médicales et même non médicales. Beaucoup reconnaissent la nécessité de rendre les médicaments essentiels disponibles, en particulier pour

la douleur et les soins palliatifs dans les pays à faible revenu. Cependant, des réformes bien plus importantes et plus systémiques sont essentielles.

Monsieur le Secrétaire général, nous avons été stimulés par vos déclarations de l'année passée, où vous avez exhorté les gouvernements à saisir l'opportunité de la SEAGNU (UNGASS) « pour participer à un grand débat ouvert qui permette de considérer toutes les options possibles ». Malheureusement, ceci ne s'est pas encore produit dans les cercles restreints du système des Nations Unies. Votre leadership est maintenant nécessaire pour nourrir les graines de cette réforme, et éviter qu'elle soit rejetée, et pour permettre à cette étape de conduire véritablement à une réforme profonde et globale des politiques drogues.

Retrouver la liste complète des signataires :

www.drugpolicy.org/ungass2016/full

Signataires en France :

- Patrick Aeberhard - Former President, Doctors of the World (Médecins du monde) - France, Europe
- Jean-Pierre Couteron - Chairman, Federation Addiction - France, Europe
- Jean Pierre Daulouede - Director, Bizia - France, Europe
- Bernard Kouchner - Former Minister of Foreign Affairs, France - France, Europe
- KShoo - Spokesperson and co-founder, Federation of CIRCs (Collective for Information and Research into Cannabis) - France, Europe
- Georges Lachaze - Project Manager, ASUD (Self Support of Drug Users) - France, Europe
- Fabienne Lopez - President, Principes Actifs - France, Europe
- Fabrice Olivet - Director, ASUD (Self Support of Drug Users) - France, Europe